

N° DP 25/220

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION A LA COMMUNE DE SAINT-MANDRIER-SUR-MER POUR DEUX ESPACES VOIRIES PLACE DES RESISTANTS ET AVENUE MARIE FLICHE-BERGIS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 2125-1,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la convention de mise à disposition ci-annexée,

CONSIDERANT que dans le cadre de sa volonté d'améliorer les services offerts aux administrés, la Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer souhaite installer deux stations de réparation de vélos à des endroits stratégiques pour répondre aux besoins des habitants, tout en garantissant la sécurité et la fluidité de la circulation,

CONSIDERANT que par courrier du 12 décembre 2024, la Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer a adressé une demande à la Métropole Toulon Provence Méditerranée relative à deux emplacements d'environ 0,25M² (50x50 cm) chacun, situés l'un Place des Résistants, et l'autre avenue Marie Fliche-Bergis destinés à recevoir ces équipements,

CONSIDERANT que par courrier du 15 janvier 2025, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé d'accéder à la demande en octroyant à la Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer une convention de mise à disposition,

CONSIDERANT l'article L2121-1 1° du Code Général des Personnes Publiques stipulant que l'utilisation du domaine public peut être délivré gratuitement, lorsque la présence d'un ouvrage intéresse un service public qui bénéficie gratuitement à tous,

CONSIDERANT qu'en raison de l'intérêt général poursuivi par cette mise à disposition consentie pour une durée de 1 an reconductible sans pouvoir excéder 5 ans, et de la gratuité du service proposé, il ne sera sollicité aucune contrepartie financière de la Commune,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention de mise à disposition relative à deux espaces de voirie d'environ 0,25m² (50x50 cm) située l'un Place des Résistants et l'autre avenue Marie Fliche-Bergis consentie à titre gratuit à la Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer pour une durée d'un (1) an, renouvelable par tacite reconduction, sans pouvoir excéder 5 ans.

ARTICLE 2

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

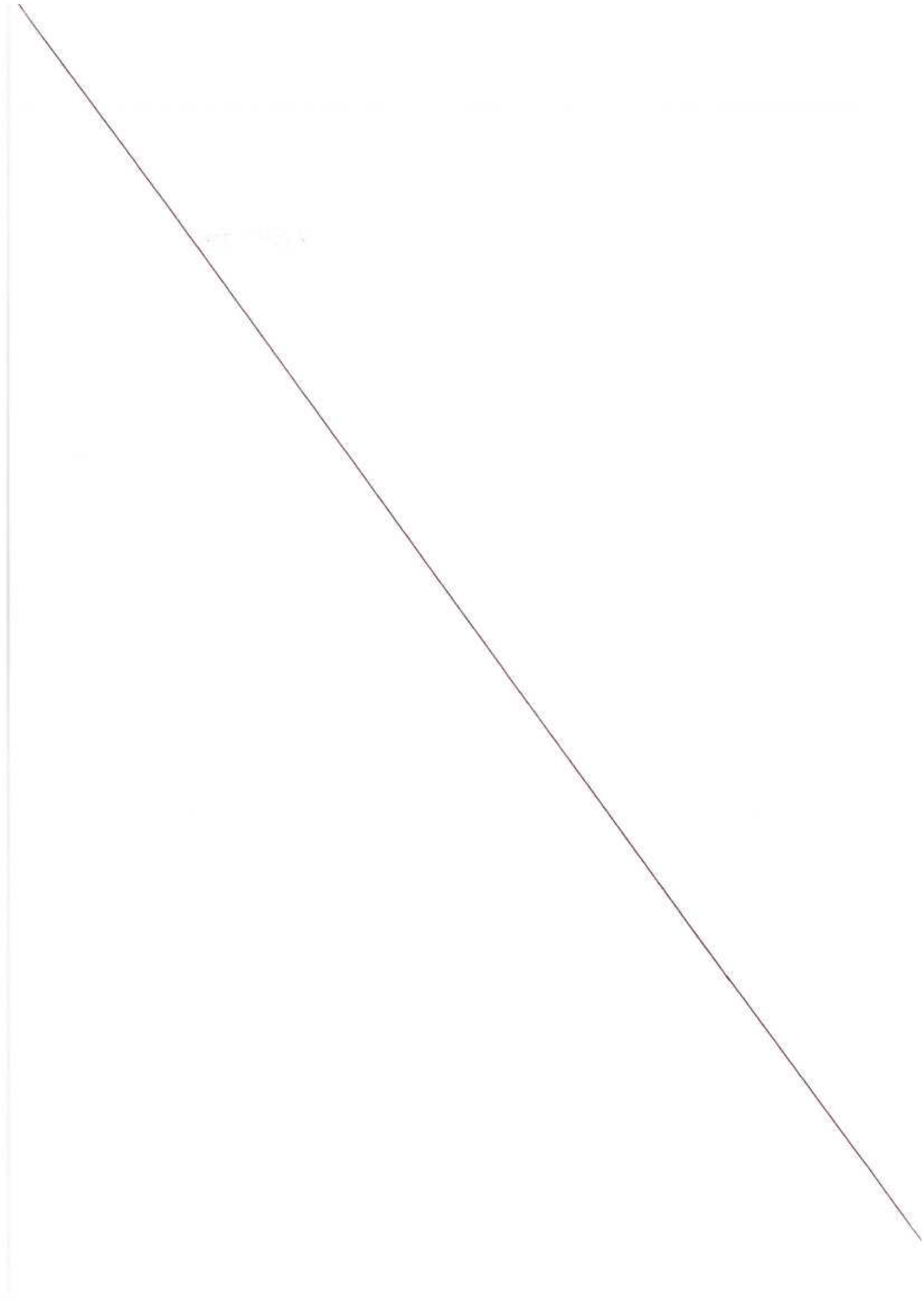
Fait à Toulon, le **28 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, appearing to be "JP Giran", written over the printed name and partially overlapping the circular stamp.



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION CONSENTIE
A LA COMMUNE DE SAINT-MANDRIER-SUR-MER
RELATIVE A DEUX ESPACES VOIRIE
L'UN PLACE DES RESISTANTS
ET L'AUTRE AVENUE MARIE FLICHE-BERGIS
COMMUNE DE SAINT-MANDRIER-SUR-MER**

Entre les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, établissement public de coopération intercommunale dont le siège est à TOULON (83000), 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°

Ci-après dénommée « le Propriétaire » ou « la Métropole Toulon Provence Méditerranée », ou « la Métropole »

D'une part

ET

La Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer, domiciliée Place des Résistants, 83430 Saint-Mandrier-sur-Mer, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Gilles VINCENT, agissant en vertu

Ci-après dénommée « la Commune »,

D'autre part

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre de sa volonté d'améliorer les services offerts aux administrés, la Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer souhaite installer deux stations de réparation de vélos à des endroits stratégiques pour répondre aux besoins des habitants, tout en garantissant la sécurité et la fluidité de la circulation.

Par courrier du 12 décembre 2024, la Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer a adressé une demande à la Métropole Toulon Provence Méditerranée relative à deux emplacements d'environ 0,25 m² (50x50 cm) chacun, situés l'un Place des Résistants et l'autre avenue Marie Fliche-Bergis destinés à recevoir ces équipements.

Par courrier du 15 janvier 2025, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé d'accéder à cette demande en octroyant à la Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer une convention de mise à disposition dans les conditions fixées ci-après.

Il est donc convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION :

La Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer est autorisée à occuper deux emplacements d'environ 0,25 m² (50 x 50cm) du domaine public métropolitain en vue d'y implanter sur chacun de ces deux espaces une station de réparation de vélos, à SAINT-MANDRIER-SUR-MER (Var), savoir :

- Soit 0,25 m² Place des Résistants,
 - et 0,25 m² Avenue Marie Fliche-Bergis,
- conformément aux plans figurant en annexe.

La présente convention de mise à disposition est accordée à titre strictement personnel.

La Commune ne pourra, sous une forme quelconque, transférer, affermer, sous louer, ou autoriser l'occupation même à titre gratuit et temporaire de l'emprise mise à disposition à une personne morale de droit public et privé, ou à une personne physique, sans autorisation préalable expresse de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Toute infraction à cette disposition entraînera la résiliation immédiate de la convention sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception de la Métropole, sans aucune formalité judiciaire et sans indemnité.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION :

La présente mise à disposition prend effet à compter de la notification de la convention par la Métropole à La Commune.

Elle est conclue pour une durée de 1 an reconductible tacitement d'année en année sans pouvoir excéder 5 ans.

Toute demande de renouvellement de la convention devra être formulée, trois mois au moins avant la date d'expiration, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée – 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex.

ARTICLE 3 – CONDITIONS FINANCIERES :

Considérant la destination de cette occupation, qui s'inscrit dans le cadre d'un projet intéressant l'intérêt général, et de la gratuité du service proposé aux usagers, conformément à l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, la convention est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 4 – CHARGES :

L'Occupant fera son affaire personnelle de tout contrat qui pourraient être rendus nécessaires au fonctionnement des stations de réparation de vélos.

L'Occupant devra seul supporter la charge de tous impôts et notamment la taxe foncière et d'enlèvement des ordures ménagères auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DE LA COMMUNE :

La Commune :

- Prendra les lieux en l'état sans pouvoir exiger aucuns travaux de la part de la Métropole à quelque titre que ce soit,
- Devra souscrire et délivrer à la Métropole sur simple requête, les polices d'assurance (ainsi que la preuve du règlement des primes) qu'il est tenu de souscrire,
- Supportera tous les travaux nécessaires concernant la mise en place des stations de réparation de vélos, y compris ceux incombant normalement à la Métropole. Elle devra, au préalable, les soumettre pour accord à la Métropole,
- Devra au besoin laisser un passage minimal d'1,40 mètre pour la circulation des piétons sur le trottoir dans le respect de la réglementation relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite,
- Devra prendre à sa charge exclusive tous les frais inhérents à l'installation, à l'entretien et à la maintenance de ces équipements,
- Fera son affaire personnelle des aménagements nécessaires afin de permettre l'occupation des lieux en toute sécurité et supportera également l'entretien des installations et le nettoyage des lieux,
- S'engage à ne tirer aucun profit à quelque titre que ce soit de cette occupation,
- Acquittera tous les impôts et taxes de toute nature (y compris l'impôt foncier) pouvant être dus en raison de l'occupation,
- Est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, elle est tenue de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- S'engage à signaler à la Métropole toutes informations utiles susceptibles d'avoir une incidence quelconque sur l'occupation et / ou la destination des lieux.

L'inobservation de ces prescriptions pourra entraîner la résiliation de la présente convention.

La Commune déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole.

ARTICLE 6 – URBANISME :

La présente convention est uniquement domaniale et ne dispense en aucun cas la Commune d'obtenir les autres autorisations administratives, lorsqu'elles sont nécessaires, notamment au titre de l'urbanisme.

La Commune est tenue de s'assurer de la mise à jour de tous les certificats et autorisations techniques liés à la présente convention. Ces documents devront être présentés à toute réquisition de l'autorité administrative.

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'OCCUPATION :

La Commune prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de la mise à disposition de l'emprise sans recours contre la Métropole pour quelque cause que ce soit et devra occuper lesdits lieux paisiblement.

La Commune sera tenue pour responsable de tout désordre qui pourrait survenir de la part des personnes fréquentant les lieux et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité de la Métropole.

La Commune se conformera strictement aux lois et règlements d'ordre général, mesures de police générale ou spéciale,

La Commune veillera à maintenir en parfait état de propreté les installations mises à sa disposition. Elle en assurera le nettoyage par ses propres moyens, et régulièrement, afin que la voie publique à proximité ne soit pas souillée.

ARTICLE 8 – TRAVAUX :

La Commune ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, autres que ceux mentionnés à l'article 1, ni modifier, ni transformer les lieux attribués, sans le consentement préalable et écrit de la Métropole, sans préjudice des autres autorisations éventuellement nécessaires.

La fourniture, la mise en place et le démontage du matériel sont à la charge de la Commune qui en aura également l'entretien, la maintenance et en assurera la responsabilité. Elle s'oblige à faire procéder à ses frais à tous les contrôles et vérifications, notamment en matière de sécurité des installations, de telle manière que leur utilisation soit compatible avec leur destination définie précédemment.

L'autorisation est strictement limitée à l'emprise nécessaire à l'implantation des stations de réparation de vélos sur le domaine public métropolitain, qui reste propriété de la Métropole Toulon Provence Méditerranée qui pourra réaliser ou faire réaliser des travaux de toutes natures sans que la Commune ne puisse s'y opposer.

ARTICLE 9 – EXCLUSION DE RESPONSABILITE :

En aucun cas, la responsabilité de la Métropole ne pourra être recherchée pour quelque cause que ce soit.

Elle ne pourra être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournement des biens installés sur son domaine public.

La Commune, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

Sauf travaux d'urgence, la Commune en sera informée par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature des travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles.

ARTICLE 10 – RESPONSABILITE DE LA COMMUNE :

La Commune :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, elle est tenue de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Elle est tenue de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 11 – ASSURANCES :

La Commune s'engage à souscrire les diverses polices d'assurances à jour requises pour couvrir les risques locatifs liés à son occupation par une compagnie notoirement solvable et fournir à toute demande de la Métropole, tous justificatifs et quittances afférentes aux assurances susmentionnées.

La Commune renonce à tous recours contre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, et s'engage à veiller à ce que son assureur n'engage aucun recours susceptible d'être formé contre celle-ci.

11-1 : Polices d'assurances :

La Commune devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile.

11-2 : Sinistre :

En cas de sinistre, la Commune aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, la Commune ne les poursuit pas avec diligence, la Métropole sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

11-3 : Indemnisation :

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

ARTICLE 12 – RESILIATION DE LA CONVENTION :

La présente convention de mise à disposition sera résolue de plein droit, après une mise en demeure adressée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans effet pendant une durée de 30 jours, en cas de non-respect de l'une des conditions stipulées aux présentes.

Elle pourra être résiliée également par la Métropole et la Commune, à tout moment, avant l'échéance, en respectant un préavis de 1 mois.

La cessation de l'activité autorisée sur l'emprise de la présente convention implique obligatoirement le rétablissement, sous 30 jours, des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de la Commune (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). La Commune reste propriétaire de l'ensemble des améliorations et installations qui ne sont pas attachées à perpétuelle demeure.

A défaut d'exécution, la Métropole est habilitée à se substituer à elle, à ses frais, risques et périls sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

ARTICLE 13 – CONTESTATION

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera le seul compétent pour trancher les litiges concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14 – INFORMATIQUE ET LIBERTES

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente autorisation font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente autorisation. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

ARTICLE 15 – ANNEXE

- Plan de situation – Avenue Marie Fliche-Bergis,
- Plan de situation – Place des Résistants

Fait à Toulon, le

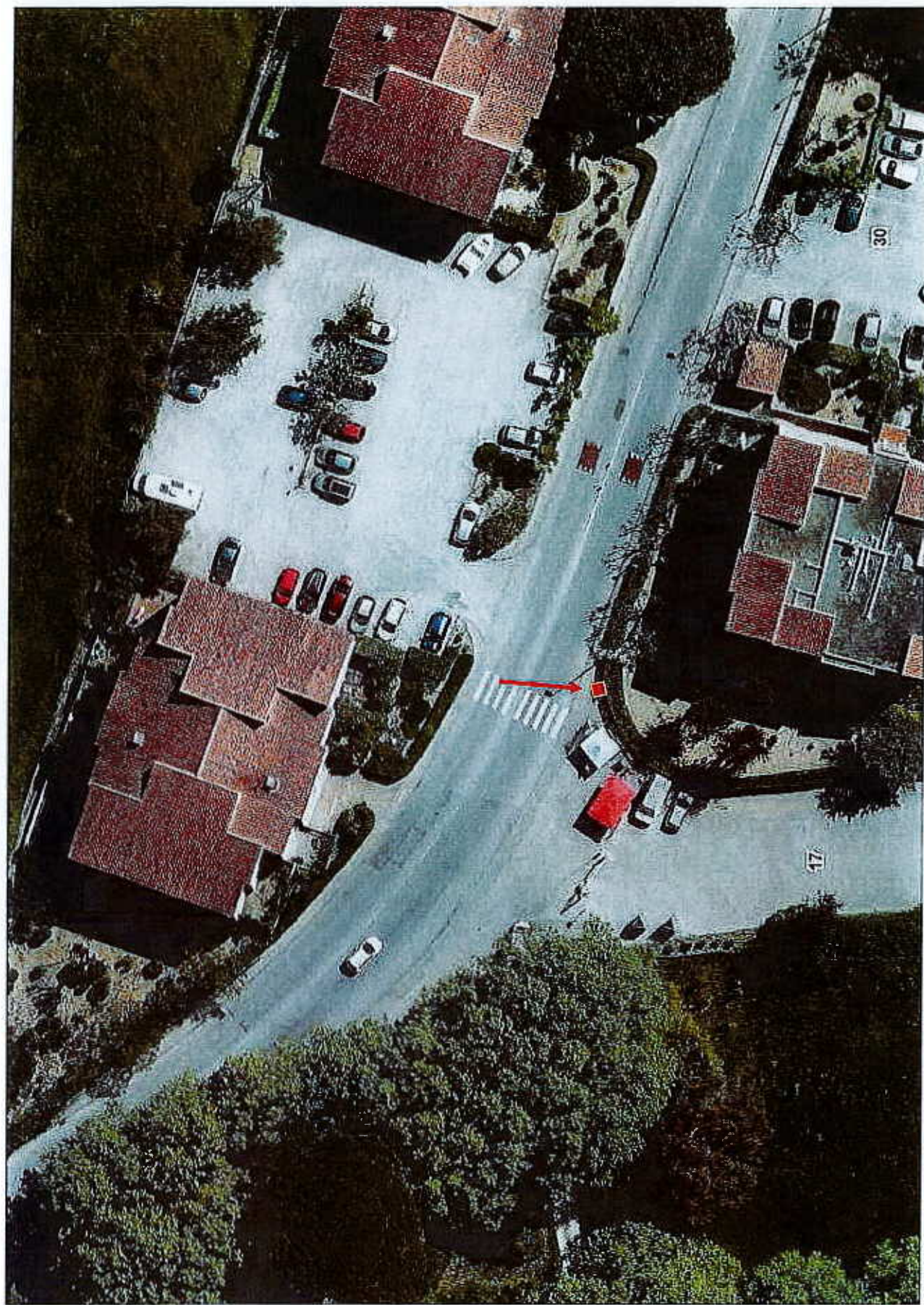
Le Maire de Saint-Mandrier-sur-Mer

Gilles VINCENT

Le Président de la Métropole Toulon
Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Plan d'implantation borne réparation vélos – Avenue Marie Fliche-Bergis



Plan d'implantation borne réparation vélos – Place des Résistants

